



**FRIEDRICH NAUMANN
FOUNDATION** For Freedom.

La Gestion des Flux Migratoires en Tunisie : Défis et Opportunités

Arafet Farroukh & Hajer Habib

Mentions légales

Edition

Fondation Friedrich-Naumann pour la liberté
Résidence Aziz (Bloc B - 2ème et 3ème étages)
Cité des Pins, Avenue Beji Caid Essebsi
Lac 2, 1053 Tunis



freiheit.org/tunisia-and-libya



[fnf.Tunis](https://fnf.tunis)

Auteurs

- Arafet Farroukh, Professeur associé d'Economie à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (Université de Tunis El Manar) et Membre du Laboratoire d'Intégration Économique Internationale (LIEI, Université de Tunis El Manar)
- Hajer Habib, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (Université de Tunis El Manar) et Membre du Laboratoire d'Intégration Économique Internationale (LIEI, Université de Tunis El Manar)

Superviseur

Fatma Marrakchi Charfi, Professeur d'Economie à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (Université de Tunis El Manar) et Présidente du Laboratoire d'Intégration Economique Internationale (LIEI, Université de Tunis El Manar)

Editeurs

Alexander Knipperts & Nour Boumaiza – FNF Tunis Office

Contact

Téléphone: +216 71 966 097

Email: Tunis@freiheit.org

Date de publication

Décembre 2024

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce document sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'éditeur.

Table of contents

1. Contexte et dynamique migratoire	5
2. Défis actuels de la gestion des flux migratoires	11
2.1. Émigration des talents et fuite des cerveaux	11
2.2. Immigration et migration de transit :	12
3. Gestion des flux des Migrants: Étude Comparative	14
4. Conclusions et Recommandations	17
Références	19

1. Contexte et dynamique migratoire

Les deux dernières décennies révèlent une intensification des flux migratoires sous diverses formes, entraînant des transformations significatives dans le paysage migratoire de la Tunisie, tant au niveau des départs que des arrivées. D'un côté, une partie croissante de la population tunisienne, notamment les jeunes diplômés et non diplômés, émigre en quête de meilleures opportunités économiques. En parallèle, le pays se trouve sur les routes empruntées par de nombreux migrants subsahariens cherchant à atteindre les côtes européennes.

En effet, d'après les statistiques de l'INS en 2021, la diaspora tunisienne est estimée à environ 1.8 million de personnes. Plus de la moitié (52.5%) réside en France, suivie par l'Italie avec 14.1% et les pays arabes qui comptent 11.4%¹. Cette communauté joue un rôle crucial dans l'économie tunisienne, notamment grâce aux envois de fonds, dont le montant a désormais dépassé les revenus du secteur touristique. En octobre 2024, les transferts des migrants tunisiens ont atteint 6.63 milliards de dinars contre 6.24 milliards de dinars pour les recettes touristiques, selon les données de la Banque centrale de Tunisie.

Cette contribution financière, essentielle à l'économie, s'accompagne d'une fuite de capital humain significative : le niveau d'éducation des migrants tunisiens est largement supérieur à celui de la population résidente. En effet, un tiers des émigrés possède un diplôme de l'enseignement supérieur, tandis que ceux sans aucun niveau d'éducation représentent une minorité marginale (3.3 %) (figure 1).

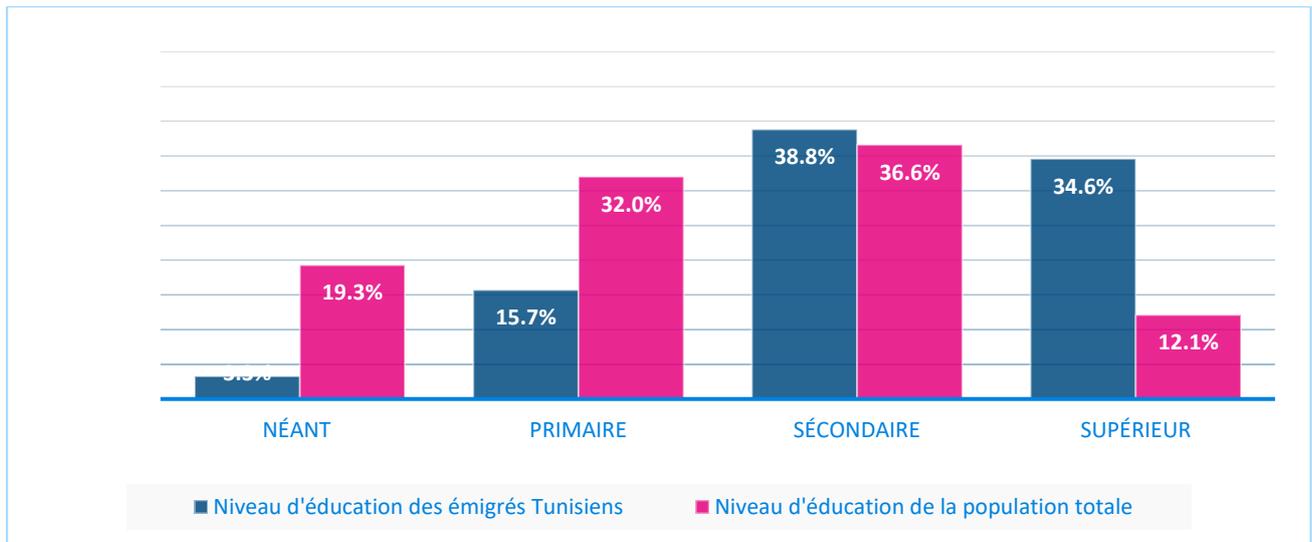
Cette évolution, marquée par une augmentation notable de la migration des personnes hautement qualifiées depuis 2010, illustre un changement profond dans la composition de la diaspora tunisienne. Selon l'Agence Tunisienne de Coopération Technique (ATCT), en 2023, les recrutements à l'étranger ont augmenté de 6,6 %, principalement dans les secteurs médicaux (45 %), de l'ingénierie, et des technologies de l'information. Environ 8 200 cadres supérieurs, 2 300 ingénieurs, 1 000 médecins, et 450 informaticiens ont quitté le pays en une seule année, classant la Tunisie comme l'un des pays arabes les plus affectés par ce phénomène après la Syrie. Ce phénomène, exacerbé par des conditions économiques et sociales difficiles, pose un défi majeur au pays, notamment en termes de rétention des talents et de lutte contre l'exode des compétences qui impacte son développement à long terme.

L'instabilité politique et économique, associée à un taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés (environ 30% en 2024), résulte d'un marché du travail local peu dynamique et d'une inadéquation entre l'offre et la demande en compétences. Ces conditions constituent un ensemble des facteurs incitatifs (*push factors*) qui ont intensifié la fuite des cerveaux vers des destinations telles que l'Allemagne, le Canada, et les pays du Golfe. Ces pays attirent les talents grâce à de meilleures perspectives professionnelles et des conditions de vie plus avantageuses, agissant ainsi comme des facteurs d'attraction (*pull factors*).

D'après la figure 1, la majorité des émigrés tunisiens ont au moins un diplôme de niveau secondaire, et plus d'un migrant sur trois (34.6%) possède un niveau d'éducation supérieur, tandis que seulement environ 10% de la population en Tunisie atteint ce niveau d'éducation (12.1%). Cette figure montre clairement que les migrants tunisiens sont généralement plus instruits et diplômés que la majorité de la population de leur pays d'origine, soulignant un phénomène de sélection vers l'émigration des individus hautement qualifiés.

¹ Enquête nationale sur la migration internationale Tunisie-HIMS, INS 2021.

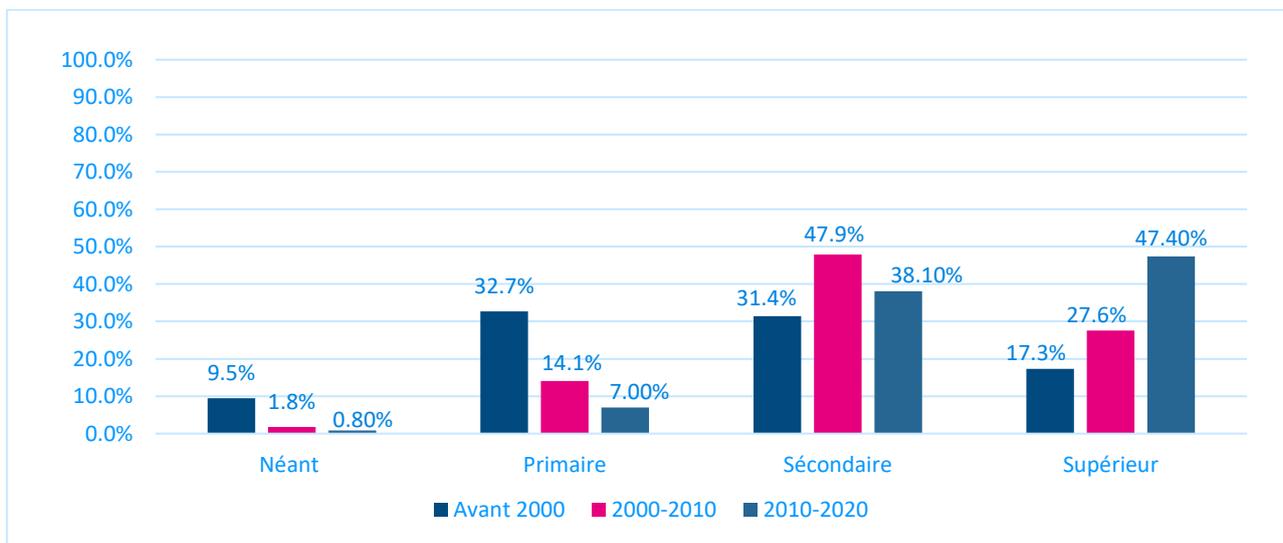
Fig 1. Répartition des émigrés tunisiens selon le niveau d'éducation en 2021



Source : Auteurs à partir des données INS 2014 et 2021

La structure du niveau d'instruction des migrants tunisiens montre une évolution positive au fil du temps. En effet, la proportion de migrants possédant un niveau d'éducation supérieur a tendance à augmenter, passant de 17.3% pour ceux partis avant 2000 à 47.4% pour ceux partis après 2010.

Fig 2. Le niveau d'instruction des migrants tunisiens selon la période de départ

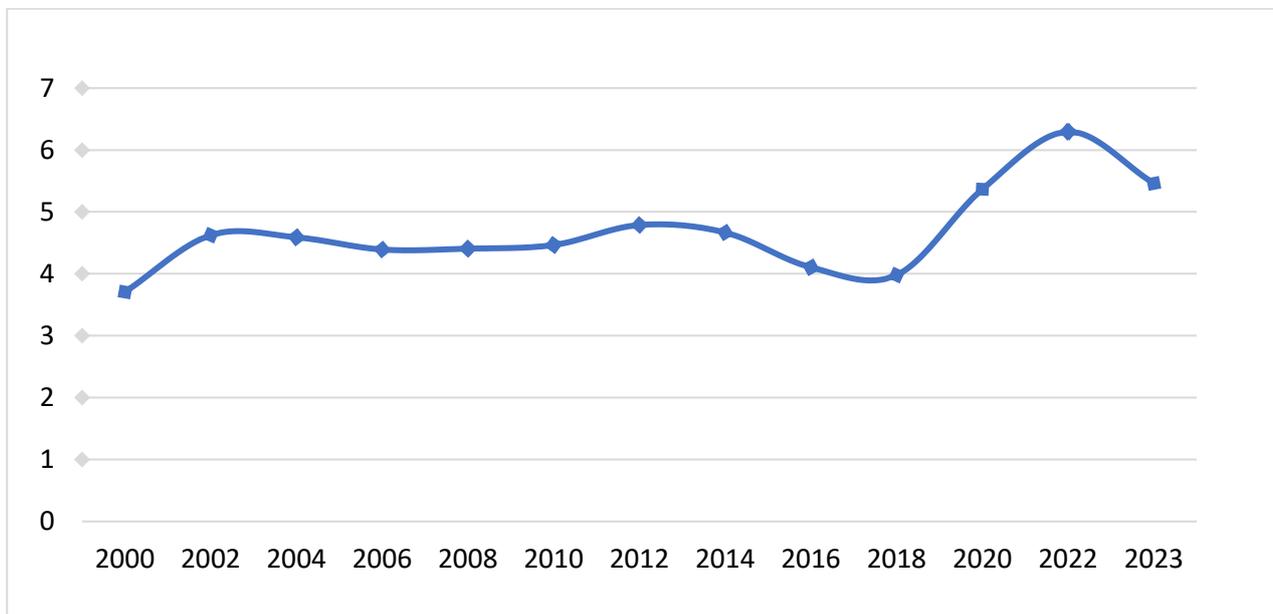


Source : Auteurs à partir des données INS 2014 et 2021

L'émigration des individus hautement qualifiés, traditionnellement appréhendée sous l'angle de la « fuite des cerveaux », a longtemps été perçue comme une perte pour le pays, en raison des impacts économiques, sociaux et scientifiques associés au départ des talents. Toutefois, cette perception évolue pour mettre en évidence les opportunités qu'elle peut offrir, en la considérant désormais comme un levier stratégique pour le développement de la Tunisie. Bien que ce phénomène pose des défis liés à la gestion des talents, il peut être requalifié en « gain de cerveaux », ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de croissance et de transformation. Ces opportunités se traduisent tant par les apports financiers des transferts de fonds que par le retour d'expertise, la circulation des compétences et la valorisation des réseaux internationaux.

En ce qui concerne, les envois de fonds migratoires (*remittances*), en constante augmentation, sont devenus l'une des principales sources de devises étrangères pour la Tunisie, renforçant ainsi leur rôle crucial dans la résilience économique et sociale du pays. Selon les données récentes de la Banque centrale de Tunisie (BCT), les envois de fonds des migrants tunisiens ont atteint un montant record de 6.638 milliards de dinars, en octobre 2024, enregistrant ainsi une hausse de 4% (6.514 milliards de dinars) par rapport à la même période en 2023. Selon les données de la Banque mondiale, ces flux financiers étrangers représentent entre 5% et 6% du PIB de la Tunisie ces dernières années (Fig.3). Cette proportion souligne leur importance comme la deuxième source de devises étrangères pour le pays, après les recettes des exportations, surpassant même les revenus générés par le tourisme et les investissements directs étrangers depuis la Révolution de 2011². Les envois de fonds migratoires sont souvent considérés comme un phénomène contracyclique, ce qui signifie qu'ils ont tendance à augmenter en périodes de crise économique ou de ralentissement dans les pays d'origine. Ce phénomène a été particulièrement évident en Tunisie après 2011, où les envois de fonds ont joué un rôle essentiel dans le soutien de l'économie locale pendant la transition difficile.

Fig 3. Envois de fonds en pourcentage du PIB



Source : WDI, Banque mondiale

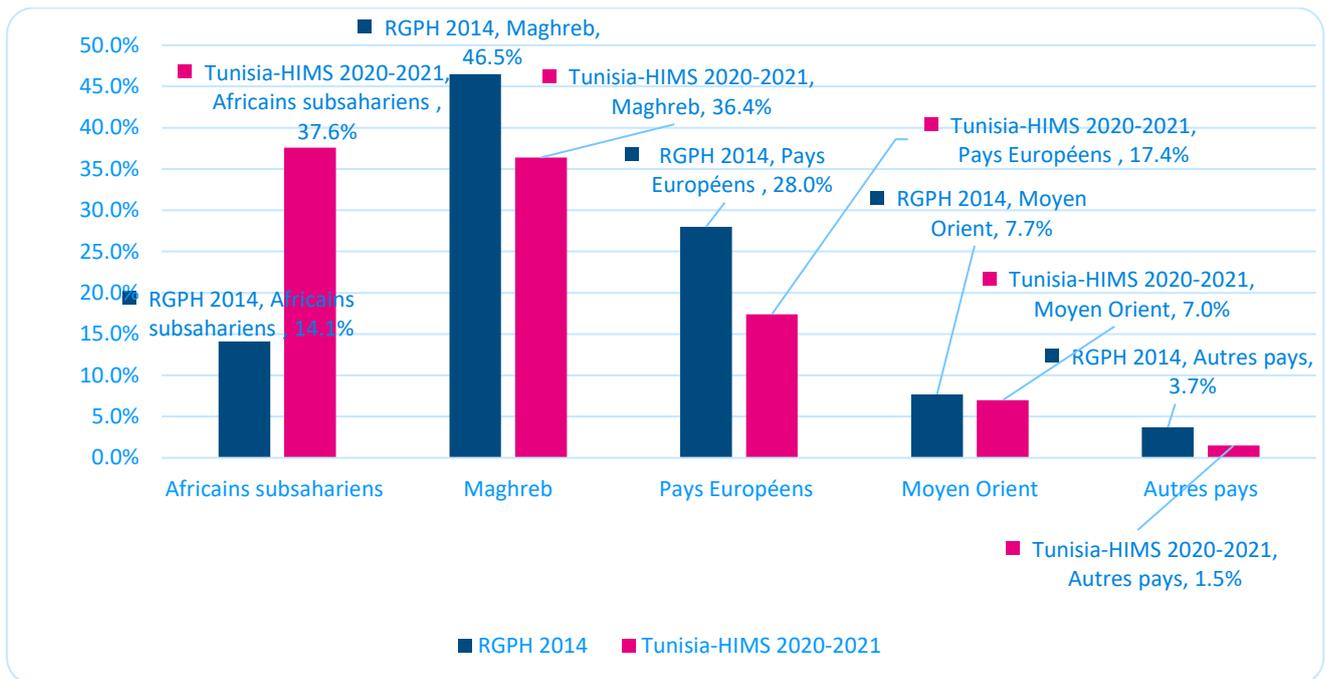
Malgré les avantages que procure la migration des qualifiés tunisiens, ce flux migratoires sortant affaiblit le marché du travail local, particulièrement dans des secteurs stratégiques comme la santé, l'ingénierie et l'enseignement supérieur. Cette perte des compétences peut créer des lacunes dans l'offre de main d'œuvre spécialisées qui pourraient être partiellement compensés par l'intégration de migrants, à condition que des politiques d'intégration adaptées soient mises en place pour faciliter leur insertion dans le marché du travail tunisien.

²<https://lenouveaumanager.info/tunisie-les-transferts-de-fonds-des-migrants-progressent-de-4-au-premier-trimestre-2024/economic-post/>

L'évolution des flux migratoires subsahariens vers la Tunisie est un phénomène complexe qui s'est intensifié au cours de la dernière décennie. Le profil des migrants subsahariens³ en Tunisie est diversifié, comprenant des étudiants, des travailleurs qualifiés et non qualifiés, ainsi que des réfugiés et des demandeurs d'asile.

D'après les statistiques officielles de l'INS, en 2021, les Africains subsahariens constituent 37.6% des immigrés en Tunisie⁴, représentant le groupe le plus important, suivi de près par les immigrés en provenance des pays maghrébins (36.4%). En comparaison avec les données de 2014, il y a une augmentation notable des immigrants subsahariens, qui sont passés de 14.1% en 2014 à 37.6% en 2021, indiquant une croissance de 23.3%. Cette augmentation contraste avec la diminution des immigrants originaires d'Europe et des pays maghrébins.

Fig 4. Les immigrés en Tunisie selon les pays d'origine



Source : Auteurs à partir des données INS 2014 et 2021

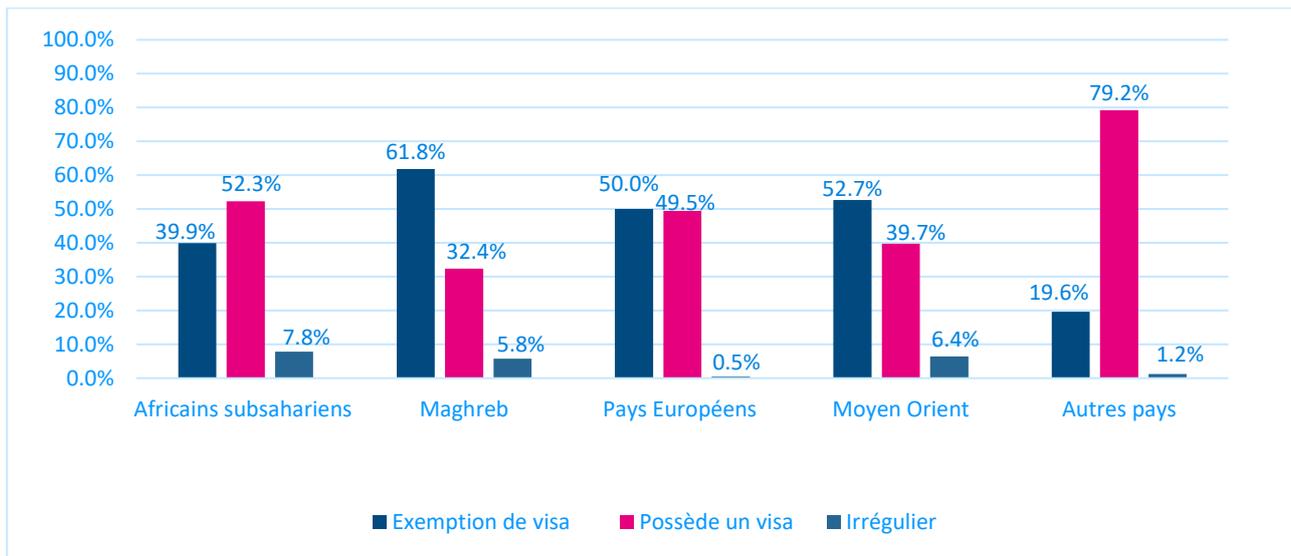
Cet afflux des migrants subsahariens depuis 2014 peut s'expliquer, d'une part, par la dégradation de la sécurité des frontières, notamment avec la Lybie, et d'autre part, par les guerres civiles et l'insécurité dans certains pays d'origine. Par ailleurs, la suppression des visas pour certains pays africains depuis 2014, suite à des accords bilatéraux et à l'ouverture économique de la Tunisie sur les marchés africains, a contribué à l'augmentation du nombre d'immigrés subsaharien.

³ Les Ivoiriens constituent la nationalité la plus importante parmi les résidents étrangers en Tunisie, représentant un tiers de cette population. Ils sont suivis par les immigrés de la République Démocratique du Congo, de la Guinée et du Mali. (INS 2021)

⁴ Pour analyser l'importance des flux des immigrants subsahariens en Tunisie et leurs perspectives d'évolution, nous utilisons les données de l'enquête nationale sur la migration internationale réalisée par l'INS en 2021 et sur les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat mené par l'INS en 2014, qui avait recensé 58 990 résidents étrangers en Tunisie (réguliers et irréguliers). Parmi ces résidents étrangers, environ 2 981 répondants ont été inclus dans l'enquête, ce qui représente 94,7% d'un échantillon total de 3 148 individus âgés de 15 ans et plus. Aux fins de cette enquête, un résident étranger en Tunisie est défini comme une personne de nationalité étrangère résidant en Tunisie depuis six mois ou plus, ou prévoyant y rester plus de six mois, quel que soit son statut légale ou illégale (migrants réguliers et irréguliers). (INS, 2021, 2014).

Cependant, selon l'enquête, le taux d'exemption de visa d'entrée, qui est l'un des facteurs expliquant l'augmentation des migrants subsahariens en Tunisie, demeure particulièrement le plus faible, s'établissant à seulement 39.9%. En outre, la Tunisie exige un visa d'entrée pour la majorité des pays subsahariens, ce qui explique l'entrée irrégulière de nombreux migrants subsahariens, atteignant 7.8% du total des entrées subsahariennes en Tunisie en 2021 (Fig.5). Le taux le plus élevé d'entrées en Tunisie sans visa concerne principalement les Maghrébins (61.8%), suivis des immigrés du Moyen-Orient (52.7%) et des Européens (50%). En effet, la Tunisie a exempté de visa ces pays dans le cadre de divers accords bilatéraux.

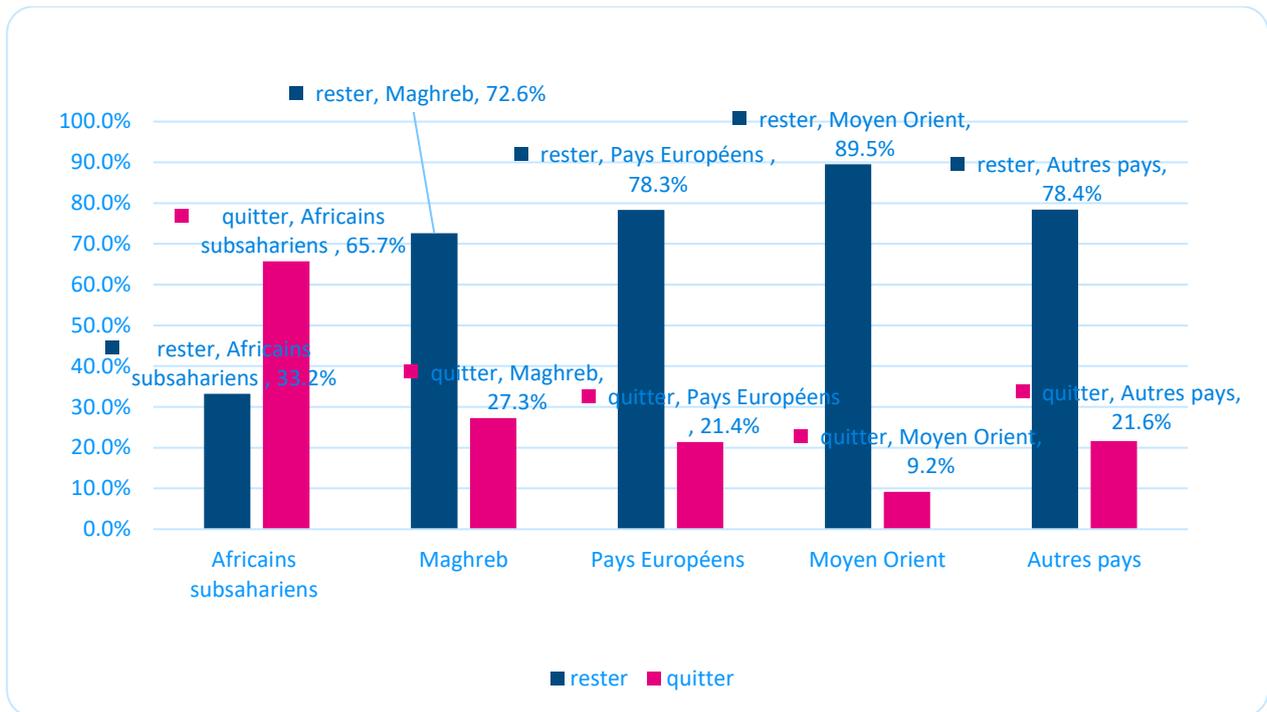
Fig 5. La modalité d'entrée des immigrés en Tunisie en 2021



Source : Auteurs à partir des données INS 2021

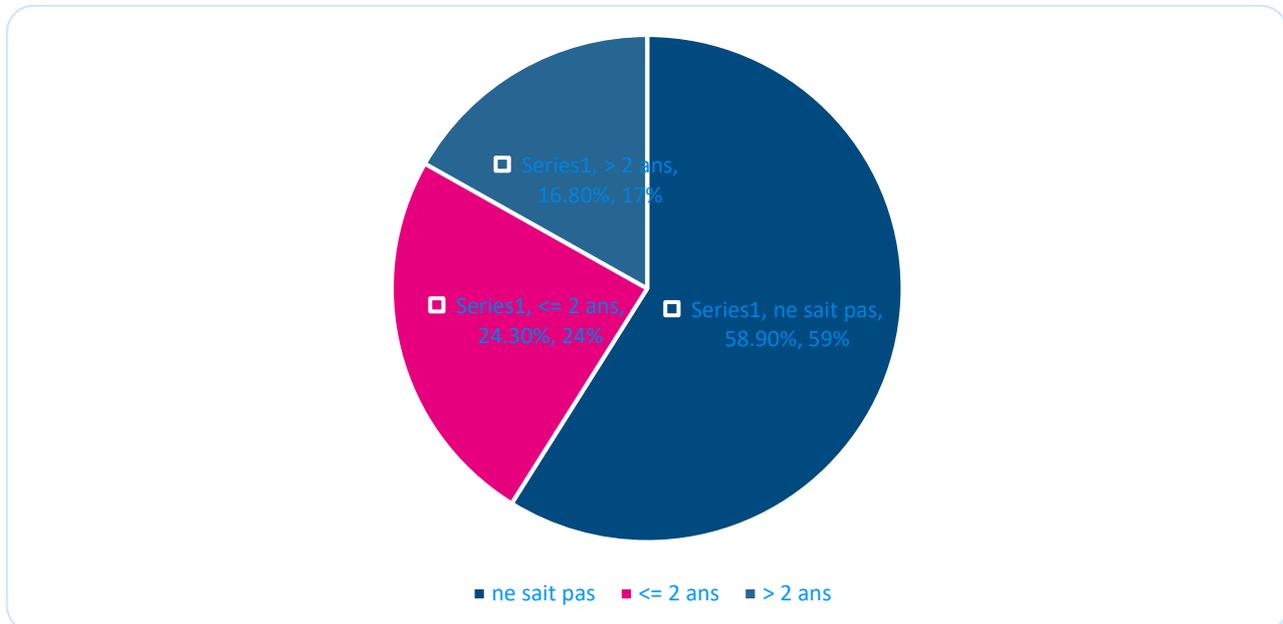
Par ailleurs, la majorité des immigrés subsahariens (65.7%) considèrent la Tunisie comme un pays de transit plutôt qu'une destination finale (Fig.6). Parmi ces derniers (65.7%), 58.9% n'ont pas encore fixé de date pour leur départ, 24.3% prévoient de partir dans les deux années à venir et 16.8% envisagent de partir dans plus de deux ans (Fig.7). C'est ce qui confirme la thèse que nombreux immigrants voient la Tunisie comme un point de passage vers l'Europe plutôt qu'une destination finale.

Fig 6. L'intention des immigrés de rester ou de quitter la Tunisie en 2021 (%)



Source : Auteurs à partir des données INS 2021

Fig 7. Période de départ prévue des immigrés subsahariens souhaitant quitter la Tunisie



Source : Auteurs à partir des données INS 2021

2. Défis actuels de la gestion des flux migratoires

La gestion des flux migratoires en Tunisie pose des défis complexes qui touchent à la fois l'émigration des talents tunisiens et l'immigration croissante, notamment en provenance des pays d'Afrique subsaharienne. Si ces deux dimensions sont intrinsèquement liées à des dynamiques socio-économiques et politiques mondiales, cette partie met un accent particulier sur les défis liés à l'immigration subsaharienne. Cette orientation se justifie par la situation actuelle en Tunisie, où l'afflux de migrants subsahariens soulève des questions urgentes concernant l'intégration sociale, la régulation juridique, et les implications économiques, dans un contexte marqué par des tensions sociales.

2.1. Émigration des talents et fuite des cerveaux

D'après ce qui précède la Tunisie est confrontée à une émigration croissante de ses talents, notamment dans les secteurs clés comme la santé, les technologies de l'information et l'ingénierie. Cette dynamique entraîne des répercussions négatives sur la compétitivité économique, les services publics, et l'innovation. Toutefois, des stratégies inspirées des expériences réussies d'autres pays peuvent offrir des solutions viables pour transformer cette fuite des cerveaux en une opportunité et passer du « Brain drain » au « Brain gain ».

La Tunisie peut capitaliser sur l'expérience internationale pour répondre au défi de la fuite des cerveaux et transformer ce phénomène en un levier de développement. Une approche efficace repose sur plusieurs axes stratégiques intégrés comportant : l'engagement de la diaspora, l'amélioration des conditions locales, des programmes de mobilité circulaire, innovation et la recherche et l'implication de la société civile.

En effet, l'engagement de la diaspora est un pilier central pour maintenir des liens actifs entre les talents expatriés et leur pays d'origine. L'expérience indienne avec sa politique de "Brain Gain" montre que les communautés expatriées peuvent contribuer significativement à travers des transferts de compétences et de technologie. En Tunisie, des programmes de mentorat et de collaboration transnationale, soutenus par des plateformes comme Diaspora Networks, pourraient mobiliser les associations tunisiennes à l'étranger pour encourager les investissements et le transfert de savoir-faire dans des secteurs stratégiques tels que la santé et les technologies de l'information.

L'amélioration des conditions de travail est également essentielle pour retenir les talents. L'Irlande, par exemple, a réussi à inverser les flux migratoires en modernisant ses infrastructures et en augmentant les salaires dans les secteurs stratégiques après la crise de 2008 (Barrett et al., 2015). Pour la Tunisie, cela signifie non seulement des augmentations salariales pour les professionnels de la santé et de l'éducation, mais également l'octroi de subventions pour la recherche et l'innovation, afin de rendre ces carrières plus attractives et de réduire l'émigration forcée des jeunes diplômés.

La promotion de la mobilité circulaire représente une autre voie prometteuse. Le modèle allemand de la "Blue Card" offre une preuve que des politiques favorisant la migration temporaire peuvent renforcer les capacités nationales en permettant le retour des compétences. La Tunisie pourrait s'engager dans des accords bilatéraux facilitant ces retours via des programmes temporaires soutenus par des organisations comme l'Organisation Internationale pour les Migrations (IOM, 2021). Cela permettrait aux professionnels tunisiens d'acquérir une expertise internationale tout en contribuant périodiquement au développement local.

L'investissement dans la recherche et l'innovation est une autre priorité clé. La Corée du Sud a démontré qu'un financement ciblé dans des centres d'excellence scientifique pouvait non seulement attirer des talents locaux et étrangers mais également stimuler l'innovation. En Tunisie, des partenariats entre les universités, le secteur privé et des institutions internationales pourraient créer des pôles d'excellence axés sur des domaines stratégiques comme les énergies renouvelables et les technologies numériques.

Enfin, le rôle de la société civile ne peut être sous-estimé. Les ONG et les associations locales jouent un rôle de facilitateur entre les expatriés et les projets locaux. Par exemple, le "Skill Transfer Program" du Ghana, mis en œuvre par des ONG, a démontré comment les diasporas peuvent être mobilisées pour des projets ciblés au niveau communautaire. En Tunisie, des campagnes de sensibilisation et des initiatives locales impliquant les jeunes de la diaspora pourraient renforcer cette dynamique et favoriser un engagement plus large.

2.2. Immigration et migration de transit :

La Tunisie est devenue un point de passage et de destination crucial pour les migrants subsahariens. Ce phénomène résulte d'une combinaison de facteurs géopolitiques, économiques et sociaux⁵. La proximité géographique de la Tunisie avec l'Europe, ainsi que les instabilités politiques et économiques dans les pays d'origine des migrants, alimentent cette dynamique migratoire. L'afflux croissant de migrants subsahariens soulève des questions complexes telles que l'intégration sociale, le contrôle des frontières (criminalité, trafic humain), la protection des droits des migrants, et l'accès aux services publics (santé, logement, éducation).

Les flux migratoires subsahariens représentent également des opportunités significatives pour la Tunisie. Les migrants apportent une diversité culturelle enrichissante et des compétences variées qui peuvent dynamiser l'économie locale et combler certains besoins sur le marché du travail. De plus, ils jouent souvent un rôle crucial dans des secteurs économiques tels que l'agriculture, le bâtiment et les services, en compensant les pénuries de main-d'œuvre locale.

Ainsi, une gestion efficace et humanitaire des flux migratoires peut renforcer la position de la Tunisie en tant que modèle de coopération et de solidarité dans la région, tout en répondant aux objectifs de développement durable. Un aspect souvent négligé mais essentiel de cette dynamique, est le rôle des migrants subsahariens dans le renforcement des liens interculturels et l'amélioration des relations internationales de la Tunisie avec les pays d'origine des migrants. La Tunisie a l'opportunité de renforcer sa diplomatie et son influence régionale, tout en bénéficiant de partenariats économiques et culturels renforcés.

La question est donc de savoir comment la Tunisie peut élaborer une politique migratoire durable et efficace pour gérer les flux de migrants subsahariens, en tenant compte à la fois des défis et des opportunités que présente cette migration.

Pour ce faire, la gestion efficace de ces flux nécessite une approche globale qui inclut non seulement des politiques migratoires adéquates, mais aussi des efforts pour renforcer la cohésion sociale et promouvoir une culture d'accueil. En investissant dans des politiques inclusives et des programmes de soutien, la Tunisie peut répondre aux besoins immédiats des migrants tout en profitant des apports économiques, culturels et sociaux qu'ils peuvent offrir. Certes, la gestion des grands flux n'est pas facile pour un pays qui vit des difficultés économiques. Toutefois, une solution globale et concertée avec les pays concernés par ce phénomène migratoire serait plus adéquate à mettre en œuvre pour des résultats plus efficaces pour la région méditerranéenne dans sa globalité.

Risques et opportunités

L'absence d'une gestion adéquate de l'afflux des migrants subsahariens à partir de 2014 peut générer des risques pour les migrants et pour la Tunisie.

Le tableau n°1 présente une vue d'ensemble des principaux risques associés à la migration irrégulière et non contrôlée en Tunisie et suggère des mesures d'atténuation pour chaque catégorie. L'approche multidimensionnelle permet de mieux comprendre les défis complexes posés par la migration irrégulière et de développer des stratégies intégrées pour les aborder et surtout profiter des gains potentiels de cette migration pour toutes les parties prenantes.

⁵ Voir annexe 2

Tableau n°1 : Risque "mapping" de la migration en Tunisie⁶

Catégorie de Risque	Description	Probabilité	Impact	Mesures d'Atténuation
Risques Sociaux				
- Discrimination et xénophobie	Les migrants peuvent faire face à des attitudes négatives et discriminatoires.	Élevée	Élevé	Campagnes de sensibilisation, promotion de la diversité culturelle.
- Marginalisation sociale	Difficulté d'accès à l'éducation, la santé, et le logement.	Élevée	Élevé	Politiques d'inclusion sociale, accès aux services de base.
Risques Économiques				
- Exploitation du travail	Risques d'exploitation dans des conditions de travail précaires et illégales.	Élevée	Élevé	Renforcement des lois du travail, surveillance des conditions de travail.
- Pression sur le marché du travail	Concurrence pour les emplois peu qualifiés, impact sur les salaires locaux.	Moyenne	Modéré	Politiques de régulation du marché du travail, formation professionnelle.
Risques Sécuritaires				
- Trafic d'êtres humains	Risques liés aux réseaux de trafic d'êtres humains exploitant les migrants.	Moyenne	Élevé	Coopération internationale, renforcement des lois contre le trafic.
- Crises humanitaires	Conditions de vie précaires pouvant mener à des crises humanitaires.	Moyenne	Élevé	Assistance humanitaire, abris d'urgence, accès à la santé.
Risques Légaux				
- Statut légal incertain	Difficultés pour les migrants à obtenir un statut légal, risques de déportation.	Élevée	Élevé	Réforme des politiques migratoires, régularisation des migrants.
- Violation des droits humains	Risques de violations des droits humains par les autorités ou autres acteurs.	Moyenne	Élevé	Surveillance et respect des droits humains, assistance juridique.
Risques Diplomatiques				
- Tensions internationales	Relations tendues avec les pays d'origine ou de transit des migrants.	Modéré	Modéré	Coopération diplomatique, accords bilatéraux sur la gestion des flux migratoires.

Sources : Auteurs divers rapport migration IOM

⁶ La migration irrégulière en Tunisie comporte plusieurs risques. A travers l'analyse de divers rapports OIM et des résultats de l'enquête de l'INS on a pu dégager le tableau de cartographie des risques associés.

Certes une gestion efficace de l'intégration des migrants permettrait de minimiser le risque et tirer profit pour les parties prenantes de ce flux de migration.

Sur le plan économique les migrants, souvent jeunes, pourraient jouer un rôle clé dans l'amélioration de la productivité de la population active, augmentant la consommation intérieure et soutenant la croissance économique.

Sur le plan social et culturel, une politique de gestion de la migration bien conçue favoriserait l'inclusion et l'intégration des migrants, enrichissant le tissu social tunisien par une diversité culturelle accrue. Les migrants apportent avec eux des traditions, des arts et des cuisines qui peuvent enrichir la vie culturelle du pays, tout en renforçant les liens avec d'autres nations africaines. Cette ouverture culturelle peut également stimuler le tourisme et les échanges interculturels. De plus, les réseaux de diaspora peuvent servir de ponts vers de nouveaux marchés internationaux, facilitant les échanges commerciaux et les investissements. En particulier, les étudiants subsahariens présents dans les universités tunisiennes, qui résident légalement dans le pays, peuvent constituer des ponts importants entre la Tunisie et leurs pays d'origine. En tant que futurs professionnels, ils peuvent jouer un rôle clé dans le renforcement des relations bilatérales et dans l'établissement de partenariats économiques et culturels. Leur présence et leur intégration réussie dans le système éducatif tunisien offrent une opportunité précieuse pour développer des liens plus étroits et durables entre la Tunisie et les pays subsahariens.

Certes, pour minimiser les risques et assurer une gestion efficace de la migration, des moyens financiers substantiels sont indispensables. La Tunisie, en tant que pays d'accueil, ne peut pas assumer seule la responsabilité de la gestion des flux migratoires, surtout lorsqu'il s'agit de gérer des défis aussi complexes. La situation actuelle nécessite une action concertée impliquant non seulement les pays voisins, mais également les nations méditerranéennes et européennes. Les coûts associés à l'intégration et à la protection des migrants sont considérables, et la Tunisie, confrontée à des défis économiques, déficit budgétaire élevé, un taux d'endettement important, dispose de ressources limitées pour faire face à ces exigences seules.

Par conséquent, une gestion efficace de la migration nécessite une approche collaborative qui inclut la mobilisation de ressources financières et logistiques par toutes les parties prenantes. Une telle coopération permettrait de partager les responsabilités et les coûts associés, tout en assurant une réponse coordonnée et efficace aux défis migratoires. En impliquant tous les pays concernés dans cette démarche, il est possible de développer des solutions durables qui répondent aux besoins de la Tunisie tout en contribuant à une gestion globale de flux migratoires dans la région.

3. Gestion des flux des Migrants: Étude Comparative⁷

L'intégration des migrants est un défi commun à de nombreux pays à travers le monde. Cependant, les approches et les politiques varient considérablement en fonction des contextes géopolitiques, sociaux, économiques et politiques locaux. Dans cette étude comparative, nous examinerons les stratégies de gestion des flux des migrants dans différents pays : le Canada, les États-Unis, l'Allemagne, le Maroc et la Turquie. Le tableau n°2 met en lumière les aspects clés de leurs politiques migratoires, (les politiques d'intégration, le contrôle des frontières, la protection des droits des migrants et l'accès aux services publics) et tire des leçons pertinentes qui peuvent être contextualisés pour le cas de la Tunisie.

⁷ Les données pour cette analyse proviennent de diverses sources, y compris l'INS, l'OIM, et des rapports de la Banque mondiale. Nous utilisons une approche comparative pour situer les expériences tunisiennes dans un contexte plus large, en comparant notamment avec des pays comme le Maroc et la Turquie, qui partagent des dynamiques migratoires similaires.

Tableau n° 2 : Tableau comparatif des politiques migratoires dans le monde

Pays	Politique d'Intégration	Contrôle des Frontières	Protection des Droits des Migrants	Accès aux Services Publics	Les Leçons
Canada	- Forte politique d'intégration multiculturelle	- Contrôles rigoureux avec des exceptions humanitaires	- Droits protégés par la Charte canadienne	- Accès complet aux services publics	- Modèle de multiculturalisme et de protection des droits - Programmes de parrainage et de réfugiés bien développés
États-Unis	- Programmes variés selon les statuts légaux	- Contrôles stricts et politiques de séparation (Mineurs et adultes)	- Droits variables, débats sur les réformes	- Accès limité selon le statut légal	- Importance de la distinction entre les types de statut - Débats sur les réformes pour une gestion plus humaine
Allemagne	- Fort accent sur l'intégration culturelle	- Contrôles rigoureux, avec un accent sur les droits de l'homme	- Politiques robustes de protection des droits	- Accès complet aux services publics	- Intégration culturelle et économique - Accueil de réfugiés et politiques de soutien
Maroc	- Programmes de régularisation périodiques	- Coopération avec l'UE sur les frontières	- Initiatives pour les droits des migrants	- Accès limité, mais en amélioration	- Coopération régionale essentielle - Programmes de régularisation pour stabiliser les populations migrantes
Turquie	- Programmes d'intégration pour les réfugiés	- Contrôles renforcés, notamment aux frontières syriennes	- Droits des réfugiés protégés, mais avec des défis	- Accès varié, grandes variations locales	- Gestion des réfugiés à grande échelle - Besoin de soutien international et régional

Source : Auteurs

L'analyse révèle plusieurs lacunes dans les politiques migratoires actuelles de la Tunisie. Notamment, il manque une stratégie claire pour le statut légal des migrants, ce qui donne naissance à des incertitudes et des vulnérabilités. Des pays comme l'Allemagne et le Maroc ont mis en œuvre des programmes de régularisation et des politiques d'intégration qui pourraient servir de modèles pour la Tunisie (OCDE, 2019 ; Migration Policy Institute, 2020). L'expérience de ces pays montre que des politiques inclusives peuvent non seulement améliorer la situation des migrants mais aussi apporter des avantages économiques et sociaux aux pays d'accueil.

La Tunisie pourrait tirer des leçons précieuses des expériences d'autres pays en matière de gestion des migrations. En renforçant la coopération régionale et internationale, elle pourrait améliorer le contrôle de ses frontières tout en respectant les droits des migrants. De plus, en s'inspirant des exemples du Canada et de l'Allemagne, la Tunisie pourrait mettre en place des programmes de régularisation et d'intégration des migrants, facilitant ainsi leur inclusion sociale et économique. Il serait également crucial de renforcer les lois et politiques pour la protection des droits des migrants, garantissant un traitement équitable et humain, comme c'est le cas dans ces pays. Par ailleurs, le modèle canadien d'accès aux services publics pourrait inspirer la Tunisie à améliorer l'accès des migrants aux services de base, tels que la santé et l'éducation.

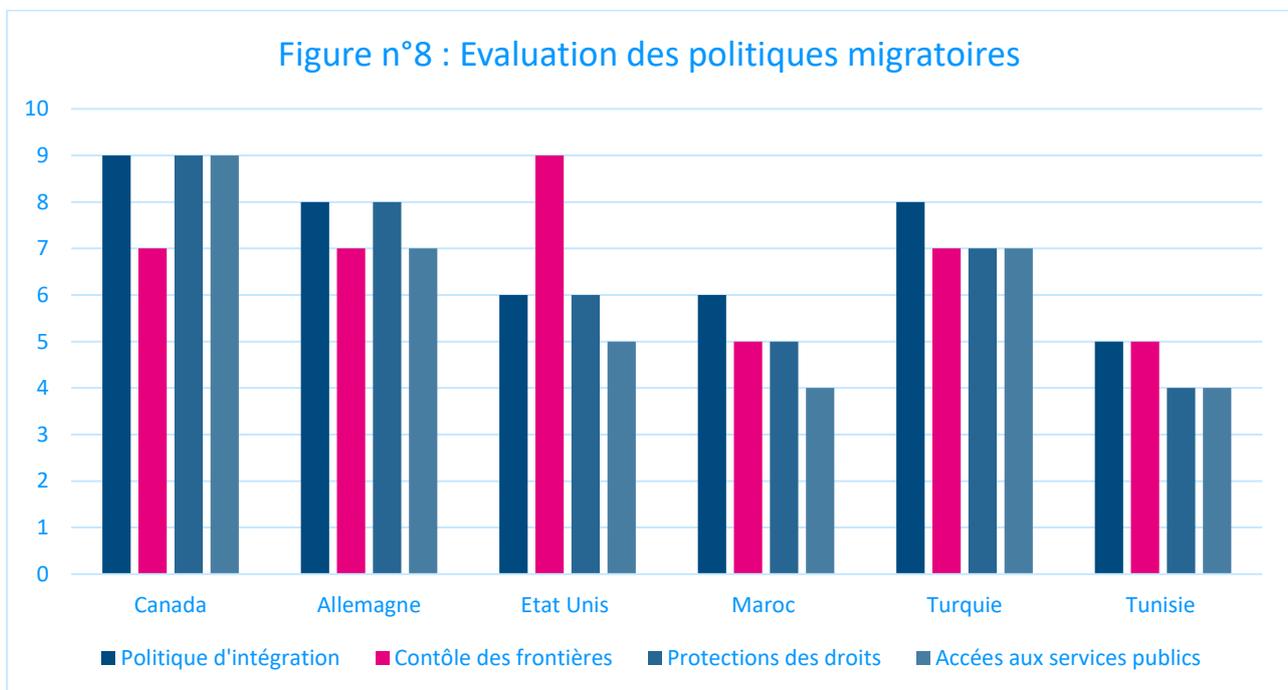
Il est également impératif d'impliquer les pays concernés par la migration (pays européens, pays voisins) dans cette démarche. Il faut souligner qu'un soutien international et régional est indispensable pour la mise en œuvre efficace de ces politiques migratoires.

Enfin, en observant les pratiques des États-Unis et de la Turquie, la Tunisie pourrait développer des mécanismes pour équilibrer la sécurité des frontières avec des considérations humanitaires, assurant ainsi une gestion plus humaine et sécuritaire des migrations. De plus, la coopération des pays voisins, tels que l'Algérie et la Libye, est essentielle à ce stade.

En mettant en œuvre ces stratégies, la Tunisie peut créer une politique migratoire qui non seulement gère les défis de la migration irrégulière, mais aussi capitalise sur les opportunités que représente cette migration pour le développement économique et social du pays.

Pour évaluer les politiques d'intégration des migrants, nous définissons un ensemble d'indicateurs spécifiques et attribuons des scores sur une échelle basée sur la présence et l'efficacité de ces politiques.⁸

Le graphique n°8 compare les politiques migratoires de six pays : le Canada, les États-Unis, l'Allemagne, le Maroc, la Turquie, et la Tunisie. Les dimensions évaluées sont la politique d'intégration, le contrôle des frontières, la protection des droits des migrants, et l'accès aux services publics.



Source : Auteurs

La Tunisie se situe en général en dessous des autres pays dans ces domaines, mettant en lumière les domaines potentiels d'amélioration, notamment en matière d'intégration et d'accès aux services publics pour les migrants.

En Tunisie, l'intégration des migrants, en particulier des migrants subsahariens, est une initiative qui se développe petit à petit. En effet, le pays a récemment commencé à mettre en place des politiques pour gérer l'intégration des migrants, notamment par la création de cadres législatifs visant à protéger les droits des migrants et à faciliter leur accès aux services de base. Cependant, ces efforts restent limités par des ressources financières et institutionnelles restreintes.

⁸ Voir annexe 1 : pour la méthodologie

Pour surmonter ces défis, il est essentiel de développer une politique concertée avec les pays voisins et, surtout, avec les pays européens. Une telle approche collaborative nécessite non seulement un partage des responsabilités, mais également un soutien financier substantiel de la part des pays européens. Ce soutien est crucial pour renforcer les capacités institutionnelles de la Tunisie et pour garantir une gestion efficace et humanitaire de l'intégration des migrants. En outre, la coopération régionale avec des pays comme l'Algérie et la Libye est indispensable pour assurer une réponse cohérente et harmonisée aux flux migratoires, contribuant ainsi à la stabilité et au développement socio-économique de la région.

Le pays a adopté une approche plus structurée pour gérer les flux migratoires, notamment par le biais de la ratification de conventions internationales et de la mise en place de cadres juridiques nationaux visant à protéger les droits des migrants. Cependant, des défis subsistent en matière de mise en œuvre de ces politiques, en particulier en ce qui concerne l'accès des migrants en situation régulière aux services de santé, à l'éducation et à l'emploi. Les réformes législatives et administratives sont encore nécessaires pour garantir une meilleure intégration des migrants dans la société tunisienne. L'évolution des perceptions sociales vis-à-vis des migrants subsahariens en Tunisie est un autre aspect crucial à considérer. Si certains segments de la population tunisienne montrent une ouverture et une solidarité envers les migrants, d'autres expriment des craintes et des préjugés, souvent alimentés par des stéréotypes négatifs et un manque de compréhension des réalités migratoires. Ces attitudes peuvent créer un environnement hostile pour les migrants, limitant leur capacité à s'intégrer et à contribuer pleinement au développement de la société. Les initiatives de sensibilisation et d'éducation sont donc essentielles pour favoriser une cohabitation harmonieuse et respectueuse.

4. Conclusions et Recommandations

La gestion des flux migratoires représente un défi complexe pour la Tunisie, qui doit adopter une approche globale intégrant la migration irrégulière, l'émigration des talents tunisiens et l'immigration subsaharienne.

Face à la fuite des cerveaux, la Tunisie peut transformer ce défi en opportunité. Elle peut capitaliser sur son émigration pour répondre aux défis de la fuite des cerveaux, en transformant ce phénomène en levier de développement. Cela implique l'engagement actif de la diaspora dans des projets de transfert de compétences et d'investissements. L'amélioration des conditions de travail et la promotion de la mobilité circulaire, combinées à des politiques incitatives pour retenir et attirer les talents, offrent des solutions concrètes. Investir dans la recherche, l'innovation et la création de pôles d'excellence en partenariat avec la société civile et des acteurs internationaux renforcerait davantage les capacités du pays à tirer parti des flux migratoires dans leur ensemble.

La migration subsaharienne vers la Tunisie présente aussi une série de défis et d'opportunités, nécessitant une réponse stratégique et bien concertée. Parmi les défis, on retrouve la gestion des flux irréguliers, la discrimination et les tensions sur le marché du travail. Toutefois, ces défis s'accompagnent d'opportunités telles que l'enrichissement culturel, le renforcement des compétences disponibles sur le marché du travail et le potentiel de dynamisation économique par l'intégration des migrants.

Pour élaborer une politique migratoire durable et efficace, la Tunisie doit trouver un équilibre entre la sécurité nationale, les droits humains et l'inclusion sociale. Cela requiert une compréhension nuancée des dynamiques migratoires et une approche proactive pour une gestion optimale des flux de migrants. Le cadre légal actuel, bien qu'existant, nécessite des améliorations pour répondre aux réalités contemporaines et aux besoins spécifiques des migrants. De plus, les institutions publiques responsables de la gestion de la migration doivent être renforcées en termes de ressources humaines, financières et techniques. Cela permettrait de mieux gérer les processus d'accueil, d'intégration et de protection des migrants.

L'intégration des migrants dans la société tunisienne est essentielle, notamment à travers des programmes de formation et d'éducation. Des initiatives de sensibilisation doivent également être mises en place pour promouvoir une culture de tolérance et de respect, et pour lutter contre la discrimination et la xénophobie. Pour surmonter ces défis financiers, il est crucial que la Tunisie mobilise le soutien des pays européens et des autres parties prenantes, car la gestion des flux migratoires ne peut être efficacement réalisée sans une coopération internationale et régionale étroite.

Le rôle de la société civile aussi est déterminant dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique migratoire efficace. Les organisations non gouvernementales peuvent agir comme des catalyseurs, en soutenant les initiatives d'intégration sociale, en mobilisant la diaspora et en plaidant pour des réformes inclusives. Des expériences réussies dans d'autres pays montrent que la mobilisation de la société civile peut transformer les défis migratoires en opportunités de développement.

Certes, une stratégie de gestion proactive, inclusive et basée sur des données statistiques probantes peut transformer ces défis en avantages, tant pour les migrants que pour la société tunisienne dans son ensemble. Les décideurs politiques tunisiens sont encouragés à adopter une approche holistique et inclusive pour gérer les flux migratoires. Cela nécessite des réformes législatives, des initiatives d'intégration sociale, et une sensibilisation accrue pour promouvoir une société inclusive et équitable.

Références

- Boubakri, H. (2013). The challenges of irregular migration in the central Mediterranean: Tunisia as a case study. Migration Policy Centre, European University Institute.
- McAuliffe, M., & Koser, K. (2017). "A Long Way to Go: Irregular Migration Patterns, Processes, Drivers and Decision-making". ANU Press.
- OIM. (2021). "Migration Report: Tunisia". International Organization for Migration (IOM).
- World Bank. (2019). "Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook". World Bank.
- World Migration Report 2000-2024.

Annexe 1 :

Pour évaluer les politiques migratoires de manière structurée, nous pouvons utiliser des indicateurs spécifiques pour chaque domaine clé : Politique d'Intégration, Contrôle des Frontières, Protection des Droits, et Accès aux Services Publics. Chaque indicateur peut être noté sur une échelle de 0 à 3 en fonction de sa présence et de son efficacité.

Domaine	Indicateur	Description	Intervalle de Score
Politique d'Intégration	Multiculturalisme Légal	Lois et politiques promouvant la diversité culturelle	0 (inexistant) - 3 (fortement promu)
	Programmes Linguistiques	Accessibilité et qualité des cours de langue pour les migrants	0 (inexistant) - 3 (excellents et accessibles)
	Soutien à l'Emploi	Programmes d'aide à l'emploi et à la formation professionnelle	0 (inexistant) - 3 (complets et accessibles)
	Initiatives Culturelles	Programmes pour l'inclusion et l'échange interculturel	0 (inexistant) - 3 (nombreuses et variées)
Contrôle des Frontières	Sécurité et Surveillance des Frontières	Mesures de sécurité et technologies utilisées pour surveiller les frontières	0 (inexistant) - (avancé et efficace)
	Coopération Internationale	Collaborations avec d'autres pays pour la gestion des frontières	0 (inexistant) - 3 (forte collaboration)
	Politiques de Visa et d'Asile	Clarté et efficacité des procédures de visa et d'asile	0 (inefficace) - 3 (efficace et transparent)
Protection des Droits	Législation sur les Droits des Migrants	Lois protégeant les droits civils et humains des migrants	0 (inexistant) - 3 (robuste et appliqué)
	Accès à la Justice	Disponibilité et accessibilité des recours légaux pour les migrants	0 (inaccessible) - 3 (facilement accessible)
	Protection Contre la Discrimination	Lois et mesures contre la discrimination à l'encontre des migrants	0 (inexistant) - 3 (robuste et appliqué)
Accès aux Services Publics	Accès aux Soins de Santé	Disponibilité et accessibilité des services de santé pour les migrants	0 (inexistant) - 3 (universel et complet)
	Accès à l'Éducation	Accès des migrants à l'éducation primaire, secondaire, et supérieure	0 (inexistant) - 3 (universel et complet)
	Logement	Disponibilité et accessibilité des logements pour les migrants	0 (inexistant) - 3 (facilement accessible)

Domaine	Indicateur	Description	Intervalle de Score
	Services de Réinstallation	Programmes de soutien pour la réinstallation des réfugiés et des migrants	0 (inexistant) - 3 (complet et accessible)
	Soutien Psychosocial	Services de soutien psychosocial et de bien-être pour les migrants	0 (inexistant) - 3 (complet et accessible)

- **0 (Inexistant)** : L'indicateur est absent ou très limité.
- **2 (Présent mais limité)** : L'indicateur est présent mais manque de portée, d'accès, ou d'efficacité.
- **3 (Présent et efficace)** : L'indicateur est bien établi, accessible et efficace dans son domaine.

Ces indicateurs permettent de mesurer de manière cohérente et standardisée les aspects clés des politiques migratoires. En utilisant cette grille, les scores attribués peuvent aider à comparer les efforts et les défis entre différents pays et à identifier les meilleures pratiques ainsi que les domaines nécessitant des améliorations.

Annexe 2 :

La migration irrégulière en Tunisie.

